



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 3 Février 2026

ZI de Saint Liguair
4, rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAJEB

18 RUE RAYMOND DUPLANTIER
ORBE
79100 Saint-Leger-De-Montbrun

Références : 0007202799/2026/42
Code AIOT : 0007202799

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/12/2025 dans l'établissement SAJEB implanté 18 RUE RAYMOND DUPLANTIER ORBE 79100 SAINT-LEGER-DE-MONTBRUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAJEB
- 18 RUE RAYMOND DUPLANTIER ORBE 79100 SAINT-LEGER-DE-MONTBRUN
- Code AIOT : 0007202799
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAJEB est une scierie employant 35 personnes qui a été créée en 1940.

Le site est régulièrement soumis à enregistrement pour son activité de travail du bois au titre de la rubrique 2410 de la nomenclature et les dispositions applicables sont définies par les arrêtés suivants :

- Arrêté préfectoral n° 5221 du 24 avril 2012 portant sur la régularisation de la situation administrative de son établissement spécialisé dans le travail du bois et exploité sur la commune de Saint Léger de Montbrun présentée par la SARL SAJEB ;
- Arrêté préfectoral n° E114 du 8 janvier 2019 relatif à la réorganisation de l'activité de sciage, l'arrêt de l'activité de traitement du bois et à un aménagement et un renforcement des prescriptions générales applicables au site exploité par la SARL SAJEB, situé sur la commune de Saint Léger de Montbrun ;
- Prise d'acte n° E297 du 31 mai 2024 relatif à l'installation d'une unité de granulation.

Contexte de l'inspection :

- Pollution

Thèmes de l'inspection :

- Stockage des produits chimiques
- Eau de surface
- Bruit des installations

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rétentions des produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 7.4.3	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
2	Stockage de bois	Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 8.2.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Porter à connaissance - Modification des installations	Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 1.6.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures périodiques des niveaux sonores	Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 9.2.3.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Pollution aux hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 2.1.1	Avec suites, Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'objectif de la visite d'inspection était de faire le point avec l'exploitant sur les suites de la dernière visite du 27 septembre 2024 réalisée avec la gendarmerie, à la suite d'une plainte pour risque de pollution.

L'exploitant a répondu aux attentes de l'inspection pour lever les principaux risques de pollution qui avaient été constatés. Il doit rester vigilant sur les conditions de stockage de ses déchets de produits chimiques et mettre en œuvre les dispositions techniques nécessaires pour améliorer la gestion des eaux pluviales du site et le confinement des eaux d'extinction incendie.

Après transmission par l'exploitant du plan à jour des installations ainsi que d'un éventuel porter à connaissance de modification, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet un arrêté préfectoral complémentaire permettant de renforcer les prescriptions applicables aux installations, conformément aux points évoqués ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rétentions des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 7.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Rétentions
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024
Prescription contrôlée : <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;• 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none">• dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ;• dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;• dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 litres. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimiques des fluides et peut-être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.</p>
Constats : <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté que l'ensemble des produits chimiques n'était pas sur rétention ainsi que la présence d'eau de pluie dans certaines rétentions qui ne permettait pas de garantir leur efficacité complète en cas de déversement.</p> <p>Il avait également été constaté que le bardage métallique situé sur la face ouest du bâtiment en limite de propriété avec le riverain était dégradé et, qu'en cas de déversements accidentels, des produits chimiques pourraient se répandre dans la propriété voisine.</p> <p>Par courriel, l'exploitant avait transmis des photos du local de stockage de produits chimiques après mise en place des nouvelles rétentions et réalisation de travaux permettant de s'assurer de l'absence de déversement vers le riverain.</p>

<p>Lors de la visite, il a effectivement été constaté que l'ensemble des produits chimiques présents dans le local est placé sur rétention et que l'exploitant a disposé les protections nécessaires en bas du mur de limite de propriété permettant d'éviter un risque de pollution.</p> <p>En revanche, il a été constaté, en dehors du local de stockage, la présence de cubitainers et de quelques bidons de produits usagés dont certains contenaient encore un reliquat de produits liquides et qui ne sont pas disposés sur des rétentions.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant dispose l'ensemble des déchets de produits chimiques sur rétention en s'assurant que les conditions de stockage respectent les dispositions de l'article susvisé.</p> <p>Il fait procéder à l'élimination des déchets et à l'évacuation des fûts vides par une société régulièrement autorisée et transmet à l'inspection les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 2 : Stockage de bois

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 8.2.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de bois</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Les stocks de bois seront disposés de manière à permettre la rapide mise en œuvre des secours incendie.</p> <p>Les stockages de bois sont au minimum à 15 mètres de la réserve incendie et à 10 mètres des limites de propriété. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté la présence de stockage de bois et d'une remorque devant les réserves d'eau incendie du site ne permettant pas un accès optimum aux services d'incendie et de secours en cas de besoin. Il avait également été identifié la présence d'un stockage de bois à moins de 10 mètres des limites de propriété à l'ouest du site à proximité du riverain.</p>

<p>Lors de la présente visite, il a été constaté que l'accès aux réserves d'eau incendie est désormais totalement accessible pour les services d'incendie et de secours mais que la zone d'aspiration n'est pas matérialisée conformément aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI) afin d'éviter la présence d'un nouveau stockage.</p> <p>Il a été constaté qu'un stockage de bois est toujours présent en limite de propriété mais en plus faible quantité. Il a également été constaté l'absence de clôture avec le riverain sur une dizaine de mètres environ. Le responsable production précise qu'il s'agissait d'un ancien accès qui n'a jamais été condamné et qu'une partie du bois stocké permet de faire office de séparation entre les deux propriétés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant matérialise la zone d'aspiration afin d'éviter tout nouveau stockage, conformément aux dispositions du règlement départemental de défense extérieure contre l'incendie (RDDECI).</p> <p>L'exploitant supprime définitivement les stockages de bois présents à moins de 10 mètres de la propriété riveraine et procède à la réalisation de la clôture sur la partie manquante correspondant à l'ancien accès.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Porter à connaissance - Modification des installations

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 1.6.1</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Modification des installations</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/09/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation en application de l'article R.512-33 du code de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par prise d'acte n° E297 du 31 mai 2024, l'exploitant avait été autorisé à implanter une unité de fabrication de granulés de bois qui était en cours de test lors de la précédente visite d'inspection. Suite aux difficultés de fonctionnement de l'unité et d'une rentabilité insuffisante, l'exploitant a décidé de l'arrêt de l'activité.</p>

L'inspection a pu constater lors de la présente visite que les éléments principaux n'étaient plus présents sur le site. L'exploitant a informé qu'une partie a déjà été revendue et que le reste de l'installation est en vente.

Lors de la précédente visite d'inspection, il avait été constaté le remplacement de matériels et de machines ainsi que le déplacement des bureaux administratifs. Il avait été demandé à l'exploitant de transmettre un plan à jour des installations ainsi que, le cas échéant, un porter à connaissance conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement en cas de déplacements des machines ou de modifications importantes des installations.

À ce jour, aucun plan à jour n'a été transmis à l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Concernant l'unité de fabrication de pellets, l'inspection proposera à Monsieur le Préfet l'annulation de la prise d'acte n° E297 du 31 mai 2024.

Suite aux modifications réalisées sur le site, l'exploitant transmet un plan à jour des installations, ainsi que le cas échéant un porter à connaissance conformément à l'article R.512-46-23 du code de l'environnement en cas de déplacements des machines ou de modifications importantes des installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Mesures périodiques des niveaux sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 9.2.3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Bruit

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 27/09/2024
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 01/01/2025

Prescription contrôlée :

Une mesure de la situation acoustique sera effectuée à compter de la date de l'arrêté préfectoral puis tous les 3 ans par un organisme agréé.

Constats :

En septembre 2024, l'inspection avait demandé à l'exploitant de réaliser une nouvelle mesure de bruit après la mise en service effective de l'unité de granulation de bois par un organisme agréé et

de transmettre à la préfecture avec copie à l'inspection un plan d'actions de réduction du bruit.

Comme évoqué au constat précédent, l'exploitant a précisé que l'unité de granulation de bois a été implantée et testée mais qu'elle n'a pas été mise en œuvre définitivement pour des raisons économiques dûes notamment à la baisse du prix de vente des granulés de bois ne permettant pas de rentabiliser l'activité.

L'exploitant a précisé ne pas avoir réalisé une nouvelle mesure de bruit qui est réglementairement prévue tous les 3 ans. Il avait demandé un report de délai par courriel début 2025.

Pour mémoire, le dernier rapport de mesure de bruit des installations a été réalisé par SOCOTEC ENVIRONNEMENT le 13 octobre 2021, avant l'acquisition du site par le nouvel exploitant (Rapport du 2/12/2021 - référence E14Q3/21/1546).

Les résultats de mesures font apparaître les non-conformités suivantes :

- En limite de propriété sur la période diurne (7h00 - 19h00) :
 - au point E1L1 : 57 dB soit un dépassement de 5 dB ;
 - au point L3 : 55.5 dB soit un dépassement de 3.5 dB ;
 - au point E3L4 : 62 dB soit un dépassement de 6 dB.
- En limite de propriété sur la période nocturne (6h00 - 7h00) :
 - au point L3 : 55.5 dB soit un dépassement de 10.5 dB ;
 - au point E3L4 : 60.5 dB soit un dépassement de 8.5 dB.
- En zone à émergence réglementée sur la période diurne (7h00 - 19h00) :
 - au point E3L4 : un dépassement de 8.5 dB pour un seuil admissible de 5 dB.
- En zone à émergence réglementée sur la période nocturne (6h00 - 7h00) :
 - au point E1L1 : un dépassement de 8.5 dB pour un seuil admissible de 3 dB ;
 - au point E3L4 : un dépassement de 24 dB pour un seuil admissible de 3 dB.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant mandate un organisme agréé pour réaliser une nouvelle mesure de bruit des installations. Il transmet à la préfecture, avec copie à l'inspection, les résultats des mesures de bruit accompagnés en cas de non-conformités d'un plan d'actions de réduction du bruit. Il transmet également la liste des actions de réduction de bruit déjà réalisées.

Pour mémoire, afin de limiter le bruit des installations dans la période nocturne dans l'attente de la mise en place de dispositifs permettant la conformité des installations, l'exploitant s'est engagé, par courrier du 10 octobre 2019, à réaliser uniquement des activités d'entretien et de préparation (activités non génératrices de bruit importants) avant 7h00 du matin.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Pollution aux hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/04/2012, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Pollution
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/09/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant• date d'échéance qui a été retenue : 01/11/2024
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant prend toutes les dispositions dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.</p>
Constats : <p>Suite à la dernière visite d'inspection, il avait été demandé à l'exploitant de modifier la centrale hydraulique afin qu'elle ne génère plus de suintement le long du bardage du bâtiment et sur le sol ainsi que dans le regard situé le long du bâtiment. Il a été constaté que la centrale hydraulique a bien été déplacée sous auvent dans un bac de rétention. Le sol autour du bac de rétention ne contenait pas de traces de fuites.</p> <p>Il a également été constaté que le sol autour du regard où était située la centrale hydraulique a été nettoyé et ne contient plus de traces d'éventuelles pollutions.</p> <p>En 2024, les regards et le bassin de décantation étaient très chargés en sciure. L'exploitant a réalisé le nettoyage du bassin et a précisé que son entretien était prévu une fois par an.</p> <p>Suite aux problématiques de gestion des eaux de pluies et des eaux d'extinction incendie, il avait été demandé à l'exploitant de réaliser une étude permettant notamment de redimensionner le bassin de rétention.</p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection, l'étude réalisée par l'organisme IRH Ingénieur Conseils (rapport n° 117375/A – août 2022) qui préconise notamment la réalisation d'un bassin de confinement d'un volume de 684 m³ en remplacement du bassin actuel de 240 m³ ainsi que la réalisation d'aménagements spécifiques sur les réseaux de collecte et la mise en place d'un séparateur à hydrocarbures.</p> <p>L'exploitant avait précisé en 2024 que le budget de réalisation était d'environ 600 000 € et qu'en qualité de locataire, avec de plus l'hypothèse à court terme d'un déménagement du site, il souhaiterait pouvoir continuer à exploiter.</p>

Considérant que le projet de création d'un nouveau site est toujours en phase de réflexion, et considérant le risque d'inondation et de pollution des habitations riveraines situées en contre-bas du site de par l'absence d'un volume de confinement adapté, il convient désormais de mettre en place les actions préconisées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise les travaux d'aménagement permettant de garantir l'absence de risques de pollution en dehors du site, soit suite à un fort ruissellement d'eaux de pluies, soit suite à l'extinction d'un incendie, à savoir :

- collecter l'ensemble des eaux pluviales de toitures et de voirie vers le bassin de collecte ;
- confiner les eaux d'extinction incendie par la mise en place d'une vanne de sectionnement en sortie de bassin ;
- pré-traiter les eaux pluviales stockées avant restitution au milieu naturel vers un déshuileur, séparateur hydrocarbures ;
- limiter le débit de restitution des eaux pluviales du site vers le milieu naturel à 3 l/s/ha.

Sous 3 mois, l'exploitant transmet à l'inspection le justificatif de commande des travaux.

Sous 12 mois, l'exploitant transmet les justificatifs de réalisation permettant d'améliorer la gestion des eaux pluviales du site d'assurer le confinement des eaux d'extinction d'incendie.

L'inspection proposera à Monsieur le Préfet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire permettant le renforcement des prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 12 mois